

Edeb Saad, né le 22 janvier 1979 à Hassi Bahbah (wilaya de Djelfa) acte de naissance n° 00057 et acte de mariage n° 112 dressé le 9 février 2010 à Hassi Bahbah (wilaya de Djelfa) et ses enfants mineurs :

* Hamza : né le 5 juillet 2011 à Hassi Bahbah (wilaya de Djelfa) acte de naissance n° 01446 ;

* Attia : né le 30 juillet 2013 à Hassi Bahbah (wilaya de Djelfa) acte de naissance n° 01945 ;

qui s'appelleront désormais : Ben Abdallah Saad, Ben Abdallah Hamza, Ben Abdallah Attia.

Bounaghla Mostefa, né le 9 novembre 1954 à Griaan, commune de Sabra (wilaya de Tlemcen) acte de naissance n° 02498/01/1954 et acte de mariage n° 0037 dressé le 7 mai 1990 à Sabra (wilaya de Tlemcen) et son fils mineur :

* Mehdi : né le 12 août 2010 à Tlemcen (wilaya de Tlemcen) acte de naissance n° 06967/00/2010 ;

qui s'appelleront désormais : Bounakhla Mostefa, Bounakhla Mehdi.

Bounaghla Amira, née le 17 avril 1996 à Tlemcen (wilaya de Tlemcen) acte de naissance n° 01680/00/1996 qui s'appellera désormais : Bounakhla Amira.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 71-157 du 3 juin 1971, complété, susvisé, la mention en marge des actes de l'état civil des concernés par les nouveaux noms conférés par le présent décret sera requise par le procureur de la République.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Safar 1438 correspondant au 24 novembre 2016.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté interministériel du 28 Safar 1438 correspondant au 28 novembre 2016 fixant les modalités d'application des dispositions des articles 2 et 51 de la loi de finances pour 2016, relatifs à l'obligation de réinvestissement de 30% de la part des bénéfices correspondant aux exonérations ou réductions d'impôts accordés dans le cadre des dispositifs de soutien à l'investissement.

Le ministre des finances,

Le ministre de l'industrie et des mines,

Vu la loi n° 90-36 du 31 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991, notamment son article 38 ;

Vu l'ordonnance n° 01-03 du Aouel Joumada Ethania 1422 correspondant au 20 août 2001, modifiée et complétée, relative au développement de l'investissement ;

Vu la loi n° 15-18 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016, notamment ses articles 2 et 51 ;

Vu la loi n° 16-09 du 29 Chaoual 1437 correspondant au 3 août 2016 relative à la promotion de l'investissement ;

Vu le décret présidentiel n° 15-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 07-08 du 22 Dhou El Hidja 1427 correspondant au 11 janvier 2007, complété, fixant la liste des activités, biens et services exclus des avantages fixés par l'ordonnance n° 01-03 du Aouel Joumada Ethania 1422 correspondant au 20 août 2001, modifiée et complétée, relative au développement de l'investissement ;

Vu le décret exécutif n° 14-241 du Aouel Dhou El Kaâda 1435 correspondant au 27 août 2014 fixant les attributions du ministre de l'industrie et des mines ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 2 et 51 de la loi n° 15-18 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016, qui ont modifié les dispositions des articles 142 du code des impôts directs et taxes assimilées et 57 de la loi de finances complémentaire pour 2009, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités d'application de l'obligation de réinvestissement de 30% de la part des bénéfices correspondant aux exonérations ou réductions d'impôts accordées dans le cadre des dispositifs de soutien à l'investissement.

Art. 2. — Les contribuables qui bénéficient d'exonération ou de réductions d'impôts, accordées dans la phase d'exploitation dans le cadre des dispositifs de soutien à l'investissement, sont tenus de réinvestir 30% de la part des bénéfices correspondant à ces exonérations ou réductions dans un délai de quatre (4) ans, à compter de la date de clôture de l'exercice dont les résultats ont été soumis au régime préférentiel.

Art. 3. — Les exonérations et réductions d'impôts concernées par l'obligation de réinvestissement sont celles appliquées au titre de l'impôt sur le bénéfice des sociétés et de la taxe sur l'activité professionnelle.

Art. 4. — Par réinvestissement, il y'a lieu d'entendre, l'investissement dans les activités, les biens et services éligibles aux avantages de la loi n° 16-09 du 29 Chaoual 1437 correspondant au 3 août 2016 et non exclus par le décret exécutif n° 07-08 du 22 Dhou El Hidja 1427 correspondant au 11 janvier 2007, susvisés.

Le réinvestissement concerne :

- les acquisitions d'actifs entrant dans le cadre de création d'activités nouvelles d'extension de capacités de production et de réhabilitation ;
- la participation dans le capital d'une société.

Art. 5.— Le réinvestissement doit être réalisé au titre de chaque exercice ou au titre de plusieurs exercices consécutifs.

En cas de cumul des exercices, le délai de quatre (4) ans cité à l'article 2 ci-dessus, est décompté à partir de la date de clôture du premier exercice.

Art. 6.— Le montant du bénéfice devant être réinvesti dans le cadre des dispositions de l'article 142 cité à l'article 1er ci-dessus, ne peut faire l'objet de distribution.

Art. 7.— Dans le cas d'un déficit enregistré durant un exercice, l'obligation de réinvestissement ne trouve plus à s'appliquer.

Art. 8.— Les dispositions de l'article 2 suscitée, ne s'appliquent pas lorsque le conseil national de l'investissement se prononce par décision dérogatoire de dispense, au profit de l'investisseur, de l'obligation de réinvestissement.

Art. 9.— En cas de partenariat entre les opérateurs étrangers et les sociétés nationales (publiques ou privées), l'obligation de réinvestissement ne s'applique pas lorsque les avantages consentis ont été injectés en totalité dans le prix des biens et services finis produits par la société.

Les sociétés concernées doivent, en vue de bénéficier du transfert des dividendes, appuyer leur demande, en sus des documents exigés par la réglementation en vigueur, par un état justificatif précisant les montants et les périodes de réalisation des bénéfices en cause.

Art. 10.— L'obligation de réinvestissement à hauteur de 30% des bénéfices correspondant aux exonérations ou réductions d'impôts s'applique aux bénéfices devant être réinvestis à compter du 1er janvier 2016.

L'obligation de réinvestissement à hauteur de 30% est étendue aux bénéfices cumulés, non encore atteints par la prescription prévue aux articles 2 et 5 du présent arrêté, et qui n'ont pas fait l'objet de réinvestissement au 31 décembre 2015.

Art. 11. — En cas de constat du non-respect des dispositions de l'article 142 cité à l'article 1er ci-dessus, les bénéfices atteints par la prescription au 31 décembre 2015 qui n'ont pas fait l'objet de réinvestissement, doivent être réinvestis à hauteur de 30%, dans un délai qui ne peut dépasser la date du 31 décembre 2016.

Au-delà du délai accordé, les régularisations et sanctions prévues par la législation en vigueur, seront appliquées aux entreprises n'ayant pas procédé au réinvestissement de ces bénéfices.

Pour le montant du réinvestissement correspondant aux dividendes ayant fait l'objet de distribution, ce dernier est prélevé à due concurrence sur les dividendes à distribuer.

Art. 12. — Nonobstant les dispositions de l'article 11 ci-dessus, le non-respect de l'obligation de réinvestissement entraîne le reversement de l'avantage fiscal, majoré des pénalités prévues par la législation en vigueur.

Art. 13. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Safar 1438 correspondant au 28 novembre 2016.

Le ministre
des finances

Le ministre de l'industrie
et des mines

Hadji BABA AMMI

Abdeselem BOUCHOUAREB

MINISTERE DE L'ENERGIE

Arrêté du 21 Ramadhan 1437 correspondant au 26 juin 2016 portant nomination des membres du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie.

Par arrêté du 21 Ramadhan 1437 correspondant au 26 juin 2016, les membres dont les noms suivent sont nommés, en application des dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 04-149 du 29 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 19 mai 2004 fixant les modalités d'élaboration du programme national de maîtrise de l'énergie (PNME), au comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie, pour une durée de trois (3) ans renouvelable :

— Nacer Azzedine Belkacem, représentant du ministère de l'intérieur et des collectivités locales ;

— Mourad Allouane, représentant du ministère des finances ;

— Rachedi Menadi, représentant du ministère de l'énergie ;

— Karim Baba, représentant du ministère des ressources en eau et de l'environnement ;

— Mustapha Hamoudi, représentant du ministère de l'industrie et des mines ;

— Laabedh Hakimi, représentant du ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville ;

— Abdelbaki Louahdi et Salem Salhi, représentants du ministère des travaux publics et des transports ;

— Abdenacer Kheireddine, représentant du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche ;

— Sami Kolli, représentant du ministère du commerce ;